

En application de la loi du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité, une page d'expression libre est réservée aux élus du Conseil municipal.

## Majorité municipale

**L'**Etat sera la vedette de l'année.

Les industriels qui l'avaient ignoré l'appellent à la rescousse. Les entrepreneurs le voient désormais comme le seul sauveur possible de leurs trésoreries exsangues. Les banquiers qui le méprisaient lui doivent la vie. Face à ce retour en grâce inimaginable il y a à peine un an, les libéraux tournent leur veste partout dans le monde. Or c'est une illusion. Jusqu'à présent, un seul Etat est revenu, c'est le pompier. Avec une puissance fantastique, des taux d'intérêt écrasés ; les milliards prêtés par les banques centrales pour tenter d'éviter le terrible engrenage de la spirale déflationniste. La puissance déployée est d'autant plus incompréhensible que les pouvoirs publics négligent les classes populaires et qu'ils auraient dû et pu empêcher l'incendie.

Le maintien du «paquet fiscal» est catastrophique, parce qu'il a déjà grevé toutes les marges de manœuvres.

Dans cette tempête nous avons besoin : D'abord d'un Etat stratège ; celui qui prépare le futur, comme l'indiquait le titre de l'un des derniers rapports du commissariat du Plan (supprimé par en 2006), celui qui montre la voie de l'avenir, et ouvre les perspectives de long terme. Les innovations majeures qui changent aujourd'hui le monde, comme les technologies de l'information ou le génie génétique, sont toutes issues de grands programmes publics de recherche lancés il y a plusieurs décennies. Ces programmes n'ont pas de successeurs.

Ensuite d'un Etat arbitre, régulateur. C'est le seul acteur en mesure de dépasser la logique individuelle qui ne garantit pas l'équilibre collectif.

La remontée en puissance de cet Etat-là n'est pas sûre car beaucoup ont à perdre au changement.

«La France n'est pas le pays le plus facile à gouverner».

C'est un aveu de faiblesse de N Sarkozy en forme de paradoxe. Car, avec son Etat et ses amortisseurs sociaux, la France n'est pas le pays le plus mal armé pour résister à la crise. Mais le reconnaître ouvertement, c'est aller à l'encontre de ce qui a été dit pendant la campagne présidentielle. M. Sarkozy a rencontré, à presque mi-mandat, la complexité française et nie la réalité. Son plan de relance bâclé, improvisé en est la parfaite illustration.

C'est ce déni de la réalité qui marque l'idéologie libérale économique.

Pour nous, demain plus que jamais, il n'y aura pas de société civilisée sans L'Etat ni services publics.

*Groupe des Elus Socialistes et Radicaux de Gauche*

**P**oursuivre la mobilisation

Avec la Révision Générale des Politiques Publiques, c'est la destruction même de toutes les Fonctions Publiques qui est visée, ouvrant la voie à la privatisation des services publics les plus rentables.

Il s'agit bien de supprimer des dizaines de milliers d'emplois et par conséquent de nombreux services de proximité.

L'attaque brutale contre l'autonomie financière des collectivités locales notamment avec la disparition de la Taxe Professionnelle conduirait à la suppression sur notre commune de services rendus aux Saint-Orennais. Il est essentiel de poursuivre collectivement une mobilisation afin de mettre en échec ces entreprises de démolition et faire avancer des solutions de solidarités territoriales, économiques et sociales.

En terme de fiscalité, il faut asseoir une réelle justice par l'abandon du bouclier fiscal, l'augmentation du produit de l'ISF (en arrêtant tous les dégrèvements qui permettent d'en limiter la portée) et la suppression des niches fiscales liées aux revenus du capital et du patrimoine...

L'annonce de 14 milliards d' de profits en 2008 pour Total illustre cette nécessité !

*Groupe Communiste, Républicain et Citoyen*

**L**e Grand Toulouse s'urbanise, s'étale rapidement, au détriment des espaces naturels, agricoles. Il est grand temps de préserver à Saint-Orens ces espaces, aussi bien pour assurer une production agricole de qualité que pour maintenir des lieux de détente, la diversité de la faune et de la flore. Mais préserver l'existant n'est pas chose aisée ! ...

Supprimer la taxe professionnelle, une fausse bonne idée, car c'est 30% des recettes de la ville, la principale recette de la communauté urbaine... Pour en savoir plus, tapez sur internet : [verts-saint-orens.blogspot.com](http://verts-saint-orens.blogspot.com)

*Groupe Les Verts*

## Groupe d'opposition

**E**n matière d'habitat social, la politique actuellement menée par la majorité municipale dans certains quartiers pavillonnaires de notre commune est ostentatoire et discriminatoire. Car un bon logement social est d'abord un logement dont on ne voit pas qu'il est social. Et ce n'est pas le cas.

Il y a pourtant, à Saint-Orens, des résidences qui comportent un pourcentage notable de logements sociaux (jusqu'à 25 %), logements qui existent mais qu'on ne remarque pas.

Dans cette perspective, une occasion vient d'être manquée au 19 avenue de Gameville.

Prenant prétexte d'un possible projet d'urbanisation et de la nécessité d'envisager l'élargissement de l'avenue afin de faciliter le passage d'un éventuel tramway, la municipalité a décidé d'y exercer son droit de préemption.

Or, il s'agit d'un pavillon de centre-ville, parfaitement intégré dans l'architecture et le cachet d'un quartier résidentiel, et qui avait naturellement vocation à demeurer dans sa destination initiale d'habitation et, en particulier, de logement social.

La majorité en a décidé autrement et va le transformer en bureaux. Il y avait pourtant là un bel exemple d'intégration et de mixité sociale. Dommage !

Rappelons que le taux de logements sociaux à Saint-Orens était de 8,8% en 2001 et de 9,5% au 31 décembre 2008. La loi en exige 20%.

*« Saintorensautrement.com »*